

ÉDITORIAL

Mardi 27 juin 2023, Nabel, 17 ans, est abattu par un policier lors d'un contrôle routier. Les premiers articles affirment d'abord que le véhicule a tenté de fuir en fonçant sur les policiers. Mais la scène a été filmée par un smartphone et la vidéo mise en ligne sur les réseaux sociaux dément la version officielle.

Face à l'injustice de cette mort, des émeutes et des pillages ont lieu dans les jours suivants partout en France. Gros bordel et scènes de pillage de boutiques de luxe, de fringues, de baskets et de smartphones.

Une répression féroce s'abat alors dans les jours suivants sur les pillards, tracés par le bornage de leurs smartphones ou carrément via des vidéos où ils se filmaient à visage découvert. Arrestations, perquisitions, gardes à vue et comparutions immédiates : les lourdes peines qui tombent pour des vols de chaussures et de parfums font penser à un pur exercice d'écrasage d'une révolte populaire.

Mercredi 7 juillet, les députés approuvent la loi de programmation de la justice rendant légal l'espionnage via tous les appareils connectés. La police pourra ainsi allumer à distance caméras et micros sur les smartphones, les ordinateurs et même les caméras de voiture !

La montée de l'autoritarisme technologique et policier avec la séquence particulièrement intense que nous venons de vivre (n'oublions pas la dissolution des Soulèvements de la terre) nous fait dire qu'il est plus que temps de s'interroger sur l'emprise des smartphones et du tout connecté. Les mailles du filet se resserrent et malgré certaines utilisations qui peuvent sauver des vies ou permettre de découvrir la vérité (comme dans le cas de la mort de Nabel), ces technologies participent avant tout à la création d'un monde froid et virtuel où, à l'instar du télé-écran du roman 1984, il est difficile de ne pas être suspect.

La puissance technologique n'est pas l'amie des libertés, elle se retourne invariablement contre les révoltés !

Ruptures, le 11 juillet 2023

L'INDUSTRIE DU COMLOTISME

ENTRETIEN AVEC MATTHIEU AMIECH

Pendant le mouvement des Gilets jaunes comme pendant le pass sanitaire, on a beaucoup entendu dans les médias le terme de « complotistes » pour qualifier les manifestants. Est-ce que l'utilisation de ce mot est quelque chose de nouveau ?

Le complotisme, c'est-à-dire la tendance à voir des complots partout, en surestimant le pouvoir des hommes d'État et de leurs polices, existe de longue date. Les tentatives de discréditer les pensées critiques de la domination en les réduisant à des « théories du complot » sont également anciennes. Mais au fil des années 2010, le qualificatif de « complotiste » est devenu une arme de neutralisation massive et quasi-permanente, dans la bouche des gouvernants et de leurs relais médiatiques. Donc, oui, l'usage de ce terme en rafale, pour disqualifier la critique des puissants et désamorcer la discussion publique sur les stratégies de domination, est relativement nouveau.

Que s'agit-il de neutraliser ? La conscience de la gravité des choix faits par les industriels et les élus, quand ils favorisent quotidiennement la poursuite du développement économique en faisant fi de ses conséquences sur la santé des populations – ouvriers, riverains des usines, consommateurs... – et sur le milieu naturel. Et la conscience que ces choix sont, parfois, faits en pleine conscience, ou alors dans une confusion mentale qui n'est pas excusable.

Il s'agit aussi de neutraliser la conscience des clivages sociaux et économiques vertigineux, qui se sont réinstallés dans les pays occidentaux (et qui n'avaient jamais disparu entre pays du Nord et pays du Sud). L'anti-complotisme est largement une stratégie de gouvernement du débat public visant la négation ou l'euphémisation des rapports de classe et de leur violence aujourd'hui, dans les sociétés industrielles

(suite page 2)

« avancées ». Le traitement médiatique du mouvement des Gilets jaunes en est l'illustration, il se focalisait sur telle ou telle théorie fumeuse circulant en son sein, pour occulter les vérités politiques essentielles dont le mouvement était porteur : le basculement d'une partie de la population dans la pauvreté, l'absence de démocratie, ou encore les menaces sur les libertés civiles.

Il est vrai qu'un grand nombre de participants à ces mouvements adhéraient à des théories selon lesquelles « on » nous cacherait la vérité et « on » nous manipulerait. La tournure d'esprit complotiste n'est-elle pas une réalité ?

Non seulement la tournure d'esprit complotiste existe, mais elle tend à se répandre à notre époque, notamment par la magie d'Internet et des réseaux sociaux. Il est établi que le fonctionnement des algorithmes de Facebook ou Youtube enferme leurs usagers dans des « couloirs d'opinion » : à partir du moment où je me suis intéressé à tel sujet, où j'ai regardé tel témoignage ou reportage en ligne, la machine va me proposer essentiellement d'autres notifications ou vidéos qui vont dans le même sens, voire... un peu (beaucoup) plus loin. L'importance d'Internet dans les modalités d'information et de mobilisation, pour les participants aux mouvements que vous citez, favorise donc mécaniquement la tournure d'esprit complotiste.

Dans mon livre, je parle d'une montée diffuse de la paranoïa dans la lecture de l'actualité par des franges croissantes de l'opinion ces dernières années. Paranoïa vis-à-vis de la manière dont les grands médias présentent les enjeux (géo)politiques, économiques et écologiques. Cette paranoïa me semble à la fois légitime en général, et mal placée dans de nombreux cas particuliers. Il est sain de se méfier de l'impérialisme atlantiste, quand on sait ce dont ont déjà été capables les dirigeants américains ; mais il est dommageable que cette méfiance amène certains à relayer des éléments importants de la propagande alter-impérialiste de Poutine. Il est logique de se défier de « vaccins » anti-Covid fabriqués à la hâte par des industriels déjà mis en cause pour des mensonges sur les effets de leurs produits, et de refuser en premier lieu que les enfants se le fassent inoculer alors qu'ils sont globalement indemnes des formes graves de la maladie ; il est moins heureux de se mettre à imprimer des affiches annonçant qu'un génocide d'enfants est en cours, en singeant la propagande terrifiante des médias sur les risques du Covid-19. Il est juste de dénoncer l'asservissement du Parti démocrate (et des partis de gauche européens) aux puissances d'argent et au complexe militaro-industriel ; il est hasardeux et malsain de dénoncer bruyamment l'implication de

leurs têtes d'affiche dans un prétendu complot pédo-sataniste, comme QAnon. Etc.

Mais faut-il s'étonner, après 40 ans de dépolitisation et de repli individualiste soigneusement entretenus, de trouver des capacités d'analyse amoindries, dans tout ou partie des populations occidentales ? Faut-il s'étonner que la coupure profonde d'avec la réalité induite par l'immersion numérique de centaines de millions de personnes conduise à des délires, en tous cas à un rapport hystérique avec la réalité – ceci aussi bien chez un salarié blanc ultra-précaire des Etats américains de l'intérieur acquis à Trump, chez un jeune islamiste des faubourgs de Bruxelles ou Djakarta, chez une Européenne issu d'une famille de droite aisée ou chez un(e) sociologue intersectionnel(le) passant ses journées à envoyer des tweets vindicatifs, de Berlin ou Mexico ? Je ne crois pas qu'on puisse s'en étonner complètement.

Tu montres dans ton livre que l'histoire récente est remplie de manœuvres secrètes de groupes puissants, qui ont intérêt à dissimuler la réalité des choses. Tu prends plusieurs exemples de groupes industriels ou d'Etats qui ont minimisé les impacts environnementaux et sanitaires de leurs projets. C'est ce que tu appelles « les bases objectives du complotisme »...

Je reviens d'abord sur l'histoire du projet Manhattan, de mise au point de bombe atomique sur le sol des États-Unis entre 1942 et 1945. Un projet resté secret pour toute une partie du personnel, même de haut niveau, de l'État américain, alors que d'après certains travaux d'historiens, un demi-million de personnes auraient en tout travaillé sur les trente-deux sites consacrés à la fabrication de la bombe A. La plupart de ces travailleurs n'avaient pas idée de ce à quoi ils participaient, tandis que de nombreux scientifiques et un certain nombre de dirigeants de grandes firmes savaient, eux. Je donne cet exemple non pas pour dire que toute la réalité socio-politique relève de dissimulations et manipulations d'une telle ampleur ; mais *cela peut arriver*, quand les intérêts supérieurs des États, notamment, le requièrent, et il convient de toujours le garder à l'esprit.

Je développe ensuite quelques exemples de scandales sanitaires notables de notre histoire récente, à commencer par les mensonges permanents sur la dangerosité de l'industrie nucléaire (militaire et civile), minimisée par les gouvernements et les industriels depuis les bombardements de Hiroshima et Nagasaki en 1945. Je m'appuie pour cela sur les travaux des physiciens Bella et Roger Belbéoch et de la sociologue Annie Thébaud-Mony. Je reviens aussi brièvement sur les scandales de l'essence au plomb et de l'amiante, exemples remarquables de produits dont des industriels

ont minimisé les dangers mortels, avec le concours de grands scientifiques et médecins, asservis aux logiques de pouvoir et d'argent. Il est temps de prendre conscience que les stratégies de « relations publiques » des grandes entreprises capitalistes de la chimie-pharmacie, des biotechnologies, de l'atome comme du tabac ou de la téléphonie mobile, sont largement des stratégies d'accommodement des données scientifiques disponibles avec leurs intérêts. Des moyens financiers, humains et technologiques considérables sont employés par ces firmes pour que leurs mensonges récurrents ressemblent à des vérités incontestables, et que leurs opposants paraissent des charlatans. C'est ce que documente de manière frappante le livre de Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, *Les Gardiens de la raison*, paru en 2021.

Ceci étant dit, « les bases objectives du complotisme », ce sont autant ces mensonges particuliers, que les effondrements probables des économies et des écosystèmes, dans les mois et années à venir. Et l'impression de fausseté qui se dégage, aux yeux d'une partie croissante de l'opinion publique, des discours et des actions de la classe dirigeante à ces sujets. Le cœur de mon livre est la partie que je consacre au mensonge de la transition écologique, ce faux nez du renouveau des grandes industries – alors que ce sont elles, les premières responsables de la destruction des milieux naturels –, et d'une accélération de la croissance, en tous cas de la prédation écologique. Le mot « transition » donne l'impression d'une inflexion, d'une volonté de ne plus négliger les dégâts infligés par les activités humaines à la nature. Or dans la réalité, au nom d'un objectif sanctifié de réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est l'inverse qui se produit. La transition consiste en plus d'électricité, plus de numérique (de capteurs électroniques, de trafic internet, de puissance de calcul, de serveurs et de datacenters, d'antennes 5G et de terminaux informatiques...), beaucoup plus de métaux extraits de la croûte terrestre alors qu'ils sont plus difficiles à atteindre qu'avant, plus de projets miniers dans le monde entier, plus d'énergie consommée au total... et en fin de compte, même la limitation des émissions de CO2 est tout à fait hypothétique. Tandis que la dévastation de la terre et des possibilités d'y vivre dans la dignité et l'autonomie apparaît, elle, quasi-certaine si on laisse faire la dite transition. De nombreux travaux scientifiques, y compris dans des cercles technocratiques proches des pouvoirs permettent d'anticiper ce saccage, et il est donc immanquable de se demander : qu'ont-ils dans la tête en persistant ainsi, les Xavier Niel, Macron, Thierry Breton, Elon Musk, Jeff Bezos ou Xi Jinping ? Folie ? Cynisme ? Calcul froid ? Bien malin qui peut répondre.

Tu affirmes que le complotisme est une forme de paranoïa politique qui ne sert pas la contestation sociale. Est-ce qu'on se trompe d'ennemi quand on dénonce « Big Pharma », « l'oligarchie » ou « Macron et sa clique » ?

Non, mais... si. Disons que la dénonciation de Big Pharma (et de Big data !), de Macron et sa clique, ou de l'oligarchie (européenne, mondiale, russe ou chinoise) est parfaitement légitime. Assez d'enquêtes montrent en détail les méfaits des uns et des autres, et le désir de destitution qui anime de plus en plus vivement les mouvements sociaux ces dernières années se justifie.

Reste qu'il faut aussi avoir en tête que couper telle ou telle tête de l'hydre ne servira de rien si son cœur continue de battre. Nous sommes face à un système économique et politique, qui accroît ses profits et son pouvoir à mesure qu'il confisque de l'autonomie, des capacités d'auto-organisation et d'auto-production aux populations. Ce processus est certes servi par l'action d'individus, dont certains jouent un rôle plus remarquable que d'autres – telle femme politique, tel industriel, tel ingénieur, telle haut-fonctionnaire, qu'il est donc tentant de haïr, de conspuer ou d'abattre. Mais tant que la dynamique du système perdure, le plaisir de chasser l'une ou l'autre du devant de la scène est futile. Le système industriel fonctionne aussi parce qu'il met à notre disposition mille commodités, qu'il répond à certains fantasmes de toute-puissance ou d'ubiquité, et je pense notamment à toutes les compensations que le numérique apporte aujourd'hui à notre dépossession.

Prenons un exemple. Un certain nombre de gens craignent que les puissants veuillent nous mettre à tous une puce RFID sous la peau ; d'autres pensent d'ailleurs que cela passera par un vaccin, tiens tiens. D'autres, en apparence moins dérangés, disent que non, c'est une crainte ridicule, et d'ailleurs, c'est une crainte de personnes irrationnelles car opposées aux vaccins, au Progrès, etc. Entre les deux, ou en-dessous de la mêlée, nous sommes peu nombreux à percevoir que la puce sous la peau, nous l'avons en quelque sorte déjà, à partir du moment où on dispose d'un smartphone dont on se sert à tout bout de champ, avec lequel on paie, on montre son billet de train, on scanne des QR-codes dans la moitié des lieux où l'on passe, etc. Quel besoin y a-t-il de nous mettre une puce sous la peau, si nous sommes tous addicts au smartphone, que toutes nos activités sont traçables, et que nous acceptons d'avoir une identité électronique pour nous faciliter la vie ? Dénoncer Macron et sa clique sans soigner notre addiction collective au numérique ne nous mènera pas loin.

(suite page 4)

Il est clair que le complotisme est une impasse. Mais comme on constate aussi qu'il est vain de mettre de l'espoir dans les élections, et que l'implication dans un syndicat ne porte plus guère de fruits, quelle direction les mouvements contestataires devraient-ils selon toi prendre pour affronter efficacement le système techno-capitaliste ?

La question est un peu disproportionnée pour une personne, la réponse ne peut être que collective. Sans parler de direction à prendre, je dirais qu'une des stratégies qui manque aux différents mouvements qui ont le mérite d'exister face au système techno-capitaliste, c'est la désobéissance civile. Sans des habitudes de désobéissance, par exemple sur le terrain du numérique – dans le travail autant que face aux administrations –, et sans la construction collective de moyens financiers pour faire face aux sanctions que la désobéissance entraîne, je pense que ce système ne pourra pas être véritablement affaibli. Ce n'est pas le triste épisode du Pass sanitaire qui m'a fait changer d'avis.

Le triptyque mis en avant par la coopérative L'Atelier Paysan, dans son livre-manifeste *Reprendre la terre aux machines*, me semble par ailleurs très pertinent : pour imaginer un bouleversement social, il faut à la fois des luttes populaires qui obligent les gouvernements à reculer ; des alternatives qui figurent et préparent d'autres manières de vivre et produire (même si tant que le système techno-capitaliste domine nos vies, ces alternatives sont fort limitées) ; et un travail d'éducation populaire, qui permette à tous d'apprendre (et de s'apprendre mutuellement) à mieux penser, vivre et lutter. Ces trois éléments sont effectivement aussi indispensables l'un que les deux autres. Il y a du pain sur la planche, et il convient d'abord de ne pas se laisser effrayer par l'ampleur de la tâche.

Merci d'avoir répondu aux questions de cet entretien ! Nous renvoyons nos lecteurs à ton livre pour de plus amples développements.

(Entretien finalisé en juillet 2023)

Pour en savoir plus

Matthieu Amiech, *L'industrie du complotisme. Réseaux sociaux, mensonges d'État et guerre au vivant*, éditions La Lenteur, 2023.

VAGUES NOUVELLES

Le nerf de la guerre

Le journal La nouvelle vague est distribué gratuitement. Pour soutenir les activités du collectif, nous avons édité un recueil des 10 premiers numéros du journal, avec couverture sérigraphiée et reliure manuelle. L'anthologie Un monde à bout de souffle, est vendue 10€ dans les librairies grenobloises Les Modernes, Antigone et La Nouvelle Dérive.

Jetez-vous à l'eau !

Le collectif STop Micro se bat depuis plusieurs mois contre l'accaparement des ressources locales par les industriels des semi-conducteurs dans le Grésivaudan. Pour se remettre dans le bain des luttes, STop Micro organise une action-baignade le 9 septembre prochain. Plus d'infos à venir sur le site <https://stopmicro38.noblogs.org>

Une autre rentrée est possible

Le réseau Reprises de savoirs organise des rentrées alternatives appelées L'Autre Rentrée sur quelques campus en France, et notamment à Grenoble. Faire du pain tout en discutant des enjeux écologiques, discussion-débat autour de la démission de chercheurs et d'ingénieurs, cours alternatifs, concert participatif... Sur le campus de Grenoble, cela se passera du 12 septembre au 6 octobre. Plus d'infos sur le site <https://www.reprisesdesavoirs.org>

<https://collectifruptures.wordpress.com>

contact-ruptures@riseup.net
